

Ukraine : entre négociations et état d'urgence, une situation incontrôlée

lundi 27 janvier 2014, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 27 janvier 2014).

Le pouvoir ukrainien oscille entre répression, voire état d'urgence, et ouvertures à son opposition, personne ne contrôlant la situation. Une réunion extraordinaire du parlement est convoquée pour le mardi 28 janvier, confrontée à deux questions : le rôle croissant des groupes néo-fascistes et l'évolution incertaine des mobilisations populaires.

Après plusieurs jours de violences – faisant trois morts officiellement, six selon d'autres sources- la mobilisation a marqué le pas le dimanche 25 à Kiev, malgré les espoirs de l'opposition. Par contre la mobilisation s'est étendue à l'ouest et au centre du pays où les sièges du pouvoir ont été pris d'assaut, notamment en Galicie (bastion de l'organisation néo-fasciste Svoboda/Liberté). A Donetsk, fief de Viktor Ianoukovitch, dans le bassin minier du Donbass (russophone), des « milices populaires » se seraient formées en prévision de l'arrivée des commandos néonazis de « Pravyi Sektor » (« ligne droite ») qui ont déjà organisé l'assaut de l'administration régionale à Zaporozhe (Est), comme ils l'ont fait ailleurs, en affirmant l'objectif de « prendre le pouvoir » contre toute négociation.

Le Parti des régions (environ 30% aux élections législatives d'octobre 2012) semble partagé entre ceux qui poussent aux négociations politiques contestant les lois répressives votées à la va-vite le 16 janvier et ceux qui reprochent au pouvoir d'être trop laxiste – et suggèrent un état d'urgence. Le Parti communiste ukrainien (percée de 13% de voix), partie prenante de la coalition majoritaire, s'est confronté au Parti du président en appelant à un référendum sur les choix internationaux [1].

Le président Ianoukovitch vient de proposer à son opposition la mise en place d'un groupe travaillant sur la constitution et des responsabilités gouvernementales majeures : il a offert un poste de Premier ministre à Arseni Iatseniouk, chef de file du parti libéral de Ioulia Timochenko (Patrie - 25,44% des sièges) ; celui-ci, sensible à l'offre, a néanmoins précisé, sous pression des manifestants, qu'il ne prendrait de responsabilités qu'à la condition d'obtenir des révisions constitutionnelles, des élections anticipées et la sortie de prison de Ioulia Timochenko. Celle-ci voit d'un mauvais œil la montée en popularité de l'ancien boxeur Vitali Klitschko auquel vient d'être offert un poste de vice-Premier ministre qu'il a rejetée comme “dépassée”. Dirigeant de centre droit, dont l'acronyme du parti en ukrainien - Udar - veut dire “le coup” (environ 13% des sièges), il est chouchouté par Angela Merkel.

Des courants néo-nazis à l'offensive

Ces deux partis d'opposition ont été jusqu'alors associés comme “pro-européens” avec le parti Liberté/Svoboda néo-fasciste, (10% de voix) dirigé Oleh Tiahnibok, dominant en Galicie (40% de voix). Lié à Jobbik en Hongrie et au Front National en France, attractif chez les jeunes, son nationalisme spécifique l'amène à célébrer les sinistres bataillons SS de Galicie en opposant l'Ukraine « européenne » à la Russie « asiatique » - par ailleurs assimilée au bolchevisme/stalinisme dans un anti-communisme violent.

Il semble actuellement lui-même débordé aussi sur sa droite à Maidan et jusque dans ses fiefs de Galicie, par des groupes néo-nazis comme « Pravyi Sektor » / Ligne droite. Les militants de celui-ci (évalués entre un millier et... cent mille selon les sources), ultra-nationalistes, sont à la fois hostiles à la Russie et à l'UE dénoncée comme « oppresseur des nations européennes ». Ils rejettent tous les partis d'opposition parlementaire – y compris Svoboda considéré comme « conformiste » – en prônant une action directe de « prise du pouvoir » qui a fait l'objet le 21 janvier d'un reportage de la BBC [2]. Ils miseraient sur le ralliement de certaines parties de l'armée et de la police.

Dans un contexte économique et social explosif [3] où les partis sont discrédités, il est difficile de mesurer l'impact de ces « actions directes ».

Catherine Samary

P.-S.

* Article écrit pour l'hebdomadaire « l'Anticapitaliste » (France).

Notes

[1] <http://herault.pcf.fr/47963>

[2] <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-25826238> cité par l'article de Volodymyr Ishchenko publié dans The Guardian du 22 janvier et évoqué sur le site LeftEast
<http://www.criticatac.ro/lefteast/953>

[3] Voir sur ESSF (article 30938), [La société ukrainienne entre ses oligarques et à sa Troika](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30938) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30938>